

ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du centre • www.udc.ch • édition septembre 2023



Halte à l'immigration incontrôlée 3

Un changement de cap dans la politique d'asile est indispensable.



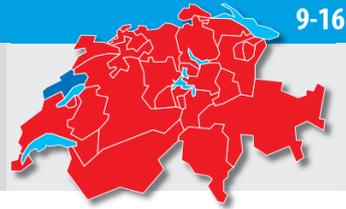
Stop aux dérives des activistes 7

La gauche veut nous rééduquer en limitant nos pensées, nos paroles et le contenu de nos repas.



Canton de Neuchâtel 9-16

Tout ce que vous devez savoir sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats.



NON à une Suisse à 10 millions d'habitants !

Quelle Suisse voulons-nous ? Quelle Suisse ne voulons-nous pas ?

C'est exactement à ces questions qu'il faudra répondre le 22 octobre. Vous avez le choix.

Voulons-nous nous contenter d'observer l'arrivée de quelque 80'000 personnes supplémentaires chaque année dans notre petite Suisse ? Voulons-nous une Suisse bétonnée de 10 millions d'habitants ? Ou voulons-nous à nouveau décider nous-mêmes qui vient dans notre pays et qui ne vient pas ? La situation ne peut continuer ainsi, sinon notre belle Suisse va s'effondrer. La Confédération à elle seule prévoit cette année

plus de 4 milliards de francs de dépenses pour l'asile. Cela représente 450 francs d'impôts par personne et par an ! A cela s'ajoutent les coûts dans les cantons pour les logements, la caisse maladie, l'aide sociale, l'exécution des peines, etc. Ces requérants d'asile, jeunes et pour la plupart, originaires d'Afrique et de pays arabes, vivent aux frais de la population active. Est-ce bien là ce que nous voulons ? Et pourtant, de

nombreux Suisses ne peuvent plus payer leurs primes d'assurance maladie ni leurs loyers. Activistes climatiques, folie du genre, culture de l'interdit de la gauche rose-verte : des minorités radicales veulent nous dicter comment nous devons vivre, si nous pouvons encore manger de la viande, où nous passerons nos vacances ... Ces minorités veulent nous interdire de conduire et bannir les panneaux de si-

gnalisation routière jugés « trop masculins ». Elles tentent d'influencer les enfants et les écoliers avec leurs idéologies moralisantes. Pourtant, près d'un quart des jeunes en fin de scolarité ne savent plus lire, écrire et calculer correctement. Quelle Suisse voulons-nous ? Immigration démesurée, chaos de l'asile, crise énergétique, hausse massive des prix et diminution du pouvoir d'achat, pénurie de logements, pro-

blèmes dans les écoles, violence croissante dans les rues ... Ou une Suisse dans laquelle les femmes, les enfants et les jeunes peuvent se déplacer librement et en toute sécurité, dans laquelle le travail est rémunéré, dans laquelle les profiteurs de l'asile et les criminels doivent quitter le pays ?

En tant que parti du peuple, notre choix est clair : nous nous engageons pour un avenir sûr et libre.



Candidat au Conseil des Etats
Grégoire Cario



Candidat au Conseil des Etats
Daniel Berger

Pour un avenir sûr et libre !



Marielle Gallay, mère de deux enfants, indépendante dans l'immobilier, Aubonne

« Je suis maman de deux enfants et je souhaite qu'ils puissent profiter d'une école qui se charge de transmettre un savoir, une base chrétienne et un environnement sécurisé pour mes enfants dans leur propre pays. J'aimerais qu'ils grandissent dans une Suisse fière de ce qu'elle est. C'est pourquoi je vote UDC ! »

Voilà pourquoi je vote UDC le 22 octobre



Un choix décisif, pour un avenir sûr et libre

Il faut absolument éviter tout nouveau virage à gauche le 22 octobre. Sinon, notre beau pays s'effondrera. Si l'UDC gagne, la Suisse gagne.



Par **Marcel Dettling**, conseiller national, agriculteur, Oberberg (SZ)

tant que premier parti du pays, ne parvient pas à stopper la politique désastreuse de la gauche rose-verte. L'explication est simple : nous avons certes le plus grand groupe parlementaire au parlement, mais nous ne pouvons pas faire grand-chose tant que les autres partis, de la gauche jusqu'au centre, sont de mèche. C'est pourquoi il est crucial de créer de nouvelles majorités.

Le 22 octobre, allez voter, pour un avenir sûr et libre.



Afin que la Suisse reste la Suisse, votez et faites voter UDC.

Quelle direction prendra la Suisse ces prochaines années ? Voulons-nous une Suisse de l'interdit, avec toujours plus de prescriptions, de mise sous tutelle et de rééducation forcée ? Voulons-nous des impôts toujours plus élevés et moins d'argent pour vivre ? Voulons-nous encore plus d'activistes climatiques de mains collées dans les rues et de folie du genre dans nos écoles ? Voulons-nous continuer à avoir une immigration sans frein, un chaos total en matière d'asile et une Suisse à 10 millions d'habitants ? Tout cela – et bien plus encore – se produira si la gauche rose-verte remporte à nouveau les élections cet automne.

Il n'y a qu'une alternative à ce scénario catastrophe : l'UDC doit être renforcée. Des citoyens inquiets me demandent parfois pourquoi l'UDC, en

Ce qui menace en cas de victoire de la gauche rose-verte

Un chaos sans fin en matière d'asile

Des frontières ouvertes sans contrôle, encore plus de profiteurs de l'asile et des coûts supplémentaires de plusieurs milliards : voilà ce qui nous attend en cas de victoire de la gauche. La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider veut même faire venir des demandeurs d'asile directement en Suisse par avion. Son parti, le PS, demande que les migrants du monde entier puissent être accueillis indépendamment de leur statut d'asile, avec un accès sans condition à tout notre Etat social.

Délires prohibitionnistes climatiques

La politique climatique de la gauche rose-verte est un désastre : nous manquons d'électricité et les prix de l'énergie explosent. L'UDC a réussi à faire échouer la coûteuse et inutile loi sur le CO², mais les partisans de cette dernière sont arrivés à leurs fins en promettant qu'il n'y aurait pas d'interdictions ni de nouvelles taxes avec la nouvelle loi sur le gaspillage de l'électricité (loi sur le climat). Le dimanche même de la votation, le co-président du PS Cédric Wermuth et le président des Verts Balthasar Glättli ont laissé tomber les masques et ont immédiatement annoncé qu'il fallait se diriger vers de nouvelles interdictions et prescriptions.

Le bradage de la patrie

Si la gauche rose-verte gagne, elle conduira la Suisse dans l'UE et dans l'OTAN. Son but est d'abolir la neutralité et de livrer des armes et des munitions suisses dans des régions en guerre, mettant ainsi en danger notre sécurité, notre paix et notre stabilité ; elle veut brader notre patrie. Nous devons nous y opposer résolument. Luttons ensemble pour un avenir sûr et libre !

Renforçons la sécurité grâce à l'UDC

L'Europe est en guerre, mais l'armée n'est plus en mesure de défendre la Suisse. La sécurité intérieure est également menacée. Ce n'est qu'en votant pour l'UDC que nous pourrons faire de notre Suisse un pays à nouveau sûr.



Par **Jean-Luc Addor**, conseiller national, membre de la commission de la politique de sécurité du Conseil national (CPS-N), Savièse (VS)

Quel réveil brutal ! C'est à nouveau la guerre en Europe – avec des armes d'infanterie, des chars, de l'artillerie et des avions de combat.

Le choc est profond, mais salutaire. Il est enfin clair pour tous que la chute du mur de Berlin en 1989 n'était pas synonyme de paix éternelle sur le Vieux Continent. Des guerres, même con-

ventionnelles, sont possibles à tout moment. La Suisse doit aussi s'y préparer.

L'armée a été mise à mal

Au cours des dernières décennies, l'armée a été systématiquement malmenée et en a perdu sa capacité de défense. En 1990, 1,34% du produit intérieur brut (PIB) était encore investi dans l'armée ; en 2019, ce n'était plus que 0,67%. Nous dépensons aujourd'hui même plus d'argent pour l'asile que pour l'agriculture.

Cela doit être corrigé au plus vite et l'UDC est le seul parti à le demander depuis des années. Le Parlement s'est enfin réveillé et veut à nouveau augmenter le budget de l'armée à 1% du PIB d'ici 2030, une étape importante et nécessaire pour que l'armée atteigne l'équipement complet des structures existantes et obtienne une sécurité de planification pour le renouvellement des systèmes.

La Suisse n'est plus un pays sûr

La sécurité intérieure n'est pas non plus à négliger. La criminalité a fortement augmenté. Les cambriolages, les vols, la violence, les menaces, les viols, les émeutes comme récemment à Lausanne, la criminalité étrangère importée, etc. ont rendu la Suisse peu sûre. En abandonnant la neutralité, nous en

rajoutons une couche et mettons encore plus en danger la paix et la stabilité.

Il faut mettre fin à ce marasme en matière de politique de sécurité. Nous ne pourrions y parvenir qu'en votant pour l'UDC le 22 octobre, pour une Suisse sûre !



Editorial

Quelle Suisse voulons-nous ?



Chères Suissesses, chers Suisses,

Quelle Suisse voulons-nous ? Et surtout, quelle Suisse ne voulons-nous pas ? C'est exactement à ces questions qu'il faudra répondre le 22 octobre. Nous avons le choix, vous avez le choix.

Je suis très inquiet. En juin, ma femme et notre fils sont rentrés à la maison le soir. Deux Maghrébins se trouvaient alors dans le jardin ; ils avaient déjà dévalisé la voiture. Ces hommes venaient du centre d'asile tout proche.

Ce n'est qu'un incident parmi tant d'autres en Suisse. Ces personnes n'ont rien à voir avec l'asile. Elles arrivent en Europe avec des bandes de passeurs criminels. Pour la grande majorité, il s'agit de jeunes hommes originaires de pays africains et arabes. Ils choisissent leur pays d'asile, par exemple la Suisse, parce qu'ils savent qu'ici, il y a des prestations sociales et ils peuvent rester ad aeternam grâce à l'industrie de l'asile de la gauche rose-verte. Qui rejette ces abus vote UDC!

Notre prospérité ne va pas de soi

Je me fais du souci pour notre Suisse. Chaque année, environ 80'000 personnes supplémentaires arrivent dans notre pays. Cela correspond à la population du canton de Schaffhouse ou du canton du Jura. On entasse chaque année 80'000 personnes de plus dans notre petit pays. Je vous pose la question : voulons-nous une Suisse de 10 millions d'habitants ? Encore plus de terres agricoles bétonnées ? Des embouteillages interminables ? Avez-vous remarqué qu'il n'y a presque plus de logements avec des loyers abordables ou qu'il y a des salles de classe sans enfants suisses ?

Quelle Suisse voulons-nous ? Nous vivons dans un pays merveilleux. Mais notre prospérité, notre sécurité et notre liberté ne vont pas de soi. En tant que président de l'UDC, je peux vous l'assurer : nous nous engageons pour la Suisse. Nous ne nous laissons pas non plus intimider et appelons les problèmes par leur nom.

Nous nous engageons pour tous ceux qui font quelque chose dans notre pays et qui prennent des responsabilités, que ce soit au travail, dans la famille ou pour eux-mêmes. Prenons soin ensemble de notre Patrie.

Marco Chiesa
conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse, Ruvigliana (TI)

Impressum:

ÉDITION SPÉCIALE | ÉDITION SPÉCIALE : est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage : 1'141'027 |

Édition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général, case postale 3001 Berne, tél. 031 300 58 58, info@udc.ch |

Conception et graphisme: GOAL SA für Werbung und Public Relations | Crédits photos: iStockphoto, www.admin.ch, www.parlament.ch, UDC Suisse | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich SA

Attention : cette publication n'est ni une publicité, ni une réclame, mais c'est une information politique. Elle peut donc être distribuée dans chaque boîte aux lettres même en présence d'un autocollant interdisant la publicité. Nous vous remercions de votre compréhension.

Pour un avenir sûr et libre

Votez UDC !



L'immigration incontrôlée détruit les chances pour l'avenir de nos enfants !

Voilà à quoi ressemble le quotidien d'un grand nombre d'écoles dans toute la Suisse. Exemple avec une classe de 24 élèves en secondaire : 1/3 des élèves a des problèmes de compréhension de langue, 1/3 a des problèmes d'apprentissage et 1/3 a des problèmes de comportement ou refuse de se soumettre à l'autorité des professeurs. L'enseignement et l'apprentissage ne sont plus assurés de façon optimale et les élèves performants voient ainsi la qualité de leur formation altérée !



Politique d'asile : un changement de cap est nécessaire

Bientôt 40 000 demandes d'asile, des communes surchargées et des autorités débordées : la situation dans le domaine de l'immigration est désolante. Même l'UE discute d'une réorientation de la politique d'asile. Toutefois, rien ne bouge dans la Berne fédérale. Quand le Conseil fédéral prendra-t-il enfin ses responsabilités ?



Par **Michaël Buffat**, conseiller national, membre de la commission des institutions politiques (CIP-N) de 2015 à 2023, Vuarrens (VD)

Les mouvements migratoires mondiaux augmentent massivement. Des centaines de milliers de personnes affluent en Europe. Ceux qui voyagent aussi loin le font généralement pour des raisons très claires : ces immigrants nous rejoignent certes par la voie de l'asile, mais ce sont en réalité des immigrants économiques. Ils sont en quête de profit et savent qu'une fois en Suisse, on peut y rester. Même sans motif d'asile, ils ne sont pas renvoyés dans leur pays d'origine. Un

séjour durable en Europe est garanti, «hamac social» compris.

Qui vient, reste

Au cours des 20 dernières années, 100'690 personnes ont été « admises à titre provisoire » malgré une demande d'asile rejetée. Presque toutes sont encore ici : 7'000 ont même obtenu le passeport suisse ! La plupart des immigrants en quête d'asile restent ici pour toujours et notre système d'asile offre toutes les conditions pour cela.

Les autorités détournent le regard et ne font rien pour corriger cette évolution négative. Depuis des années, nous dépensons des moyens financiers énormes pour l'application du droit d'asile, mais nous ne pouvons guère influencer qui vient en Suisse : « Ainsi, des personnes arrivent en Suisse pour un séjour plus ou moins long, alors que l'on ne voudrait pas vraiment qu'elles y viennent, compte tenu du marché du travail et de leur milieu social » (NZZ, 12.2.2003). Pour faire court : trop d'étrangers viennent en Suisse et ce ne sont pas les bons. »

Réorientation de la politique d'asile

Les modifications procédurales ne suffisent plus à résoudre les problèmes dans le domaine de la migration. Nos lois sont dépassées. Nous devons changer fondamentalement de mentalité. Les immigrants potentiels ne doivent plus être incités à venir en Europe. Cela implique notamment l'externalisation des procédures d'asile dans des pays tiers.

L'UE veut à l'avenir mener ces procédures à la frontière extérieure de l'espace Schengen. Il n'est pas certain que cela suffise. La voie choisie par la Grande-Bretagne, qui consiste à mener toutes les procédures au Rwanda, semble plus prometteuse. Le gouvernement britannique veut ainsi dissuader les immigrants illégaux de traverser la Manche. La Suisse doit elle aussi s'attaquer à la délocalisation des pro-

cédures d'asile. C'est la seule façon de mettre un terme au trafic criminel de migrants et à la traite organisée des êtres humains.

Si nous mettons systématiquement l'accent de l'aide sur place, les personnes dans le besoin peuvent être aidées de manière plus ciblée. L'aide et la protection ne sont pas et ne doivent pas être synonymes d'accueil.

La jeune victime de Penthaz venait de fêter ses 18 ans

La jeune victime et son meurtrier présumé se sont disputés devant son lieu de travail, à Penthaz (VD). Elle était d'origine turque, plus exactement kurde, comme son agresseur de 17 ans, de nationalité suisse selon le communiqué de la police cantonale, qui l'a frappée à l'arme blanche. L'auteur des coups de couteau s'est ensuite rendu au Denner de Penthaz, où il aurait commis un vol. Il s'est ensuite dirigé vers la gare. Il a été arrêté près des rails, où le Détachement d'action rapide et de dissuasion (DARD) de la police cantonale est intervenu.



Nouvelle normalité ?

Des milliers de jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, de Turquie, etc. viennent et restent en Suisse ! Chaque année, cette politique coûte 4 milliards de francs aux contribuables, c'est-à-dire à nous. Et il ne s'agit là que des coûts à charge de la Confédération. En plus, aux coûts s'ajoutent les vols, le harcèlement et la violence.

Qui veut régler ce problème

vote UDC le 22 octobre



L'immigration de masse ces 15 dernières années a considérablement péjoré la situation de la population suisse dans presque tous les domaines :

Bétonnage du territoire

Le bétonnage de nos paysages s'accompagne d'une perte massive de terres agricoles. Chaque jour en Suisse, l'équivalent de 9 terrains de football sont construits pour de nouvelles surfaces d'habitation. Dans le même temps, l'équivalent de 13 terrains de football de prairies et de terres agricoles disparaissent. Cela conduit à un mitage du territoire et à un affaiblissement de la sécurité d'approvisionnement en denrées alimentaires locales et saines.

Chacun peut constater la transformation dramatique de la Suisse ces dernières décennies. Le Plateau est en grande partie victime d'une orgie de constructions. Il n'est donc pas étonnant que la population augmente d'environ 80'000 personnes par an, principalement en raison d'une immigration démesurée. 80'000 personnes de plus par an, cela signifie que l'on entasse chaque année un canton de Schaffhouse en plus en Suisse ; et l'on s'étonne ensuite de la disparition des espaces verts. Notre pays devient étroit, bruyant et gris.



Saturation et coûts élevés du système de santé

Dans ce domaine également, l'immigration de masse entraîne une hausse des coûts. Les 180'000 personnes supplémentaires arrivées en Suisse l'année dernière font appel à des médecins, des dentistes, des hôpitaux, des maisons de retraite, etc. Il est donc également clair que le manque de personnel qualifié, notamment dans le secteur de la santé, est une conséquence auto-infligée.

Hausse des primes entre 2000 et 2020



Crise du logement

En raison de l'immigration effrénée, il n'y a pratiquement plus de logements libres et abordables dans notre pays. Les personnes disposant d'un revenu normal, les familles, les familles monoparentales et les personnes âgées sont les plus touchées par cette situation.



Source: Blick - 28.02.2023

Immigration nette en provenance de l'UE, des Etats tiers, de l'asile et des personnes protégées en 2022 : plus 180'000 personnes en une année !

A cela s'ajoutent 52'000 entrées illégales. Principalement en provenance d'Afghanistan et d'Afrique du Nord. Personne ne sait où se trouvent ces personnes

Violence et criminalité importées

Les immigrés sont surreprésentés dans les statistiques de la criminalité, y compris pour les délits graves, dans les prisons, ainsi que dans les cas de violences domestiques, par rapport à leur proportion dans la population totale. Ainsi, une étude de l'université de Zurich publiée en novembre 2022 montre que les classes de seconde B connaissent une augmentation sans précédent des agressions sexuelles sur les filles. Selon le responsable de l'étude, cela est dû au «milieu à faible niveau d'éducation et à forte composante migratoire». Il s'agit d'un «problème de migrations».

La Suisse avait autrefois une réputation légendaire de pays sûr et stable. Aujourd'hui, on voit de plus en plus le visage hideux de la violence et de la criminalité importées. Nous sommes confrontés à un double problème : les partis de la gauche rose-verte soutiennent l'immigration vers la Suisse organisée par des bandes de passeurs. La Bernese fédérale empêche l'application de l'initiative pour l'expulsion systématique des criminels étrangers, acceptée par le peuple. Cette association toxique conduit à une «nouvelle normalité» dans notre pays :

71% des détenus dans les prisons suisses sont des étrangers. En Europe : 15%

56% des homicides sont commis par des étrangers. Enquête, aide aux victimes, procédure pénale et incarcération coûtent des milliards.

57% des viols sont commis par des étrangers ou des demandeurs d'asile. Les femmes peuvent de moins en moins sortir en sécurité la nuit.



Les infrastructures sont asphyxiées

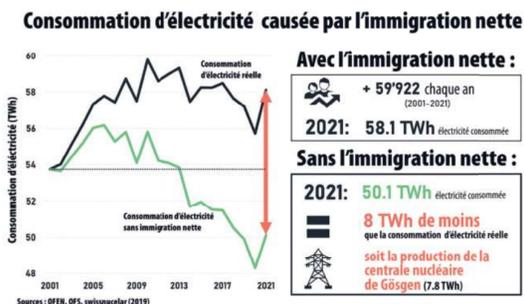
Les heures d'embouteillage sur les routes ont été multipliées par cinq en l'espace de 20 ans ! Mais au lieu de contrôler enfin l'immigration, on s'en prend aux automobilistes suisses avec encore plus de taxes, notamment sur les carburants, et plus de chicanes. Avec leur politique anti-voiture, la gauche et les activistes du climat causent un immense chaos sur nos routes. Dans les transports publics aussi, nous arrivons à saturation en raison de l'immigration démesurée.



Source: OFROU - Trafic et disponibilité des routes nationales, OFS 2022

Consommation d'électricité et d'énergie

Plus de personnes signifie plus de consommation d'électricité, donc des prix de l'électricité plus élevés. A cela s'ajoute le fait que chaque «nouvelle ville» créée par l'immigration annuelle doit être approvisionnée en énergie et en électricité. Ces personnes ont besoin d'électricité, conduisent une voiture, veulent vivre dans un logement chauffé. Comment subvenir à ces besoins excédentaires en électricité ? La réponse n'est aujourd'hui pas claire.



Explosion des coûts sociaux

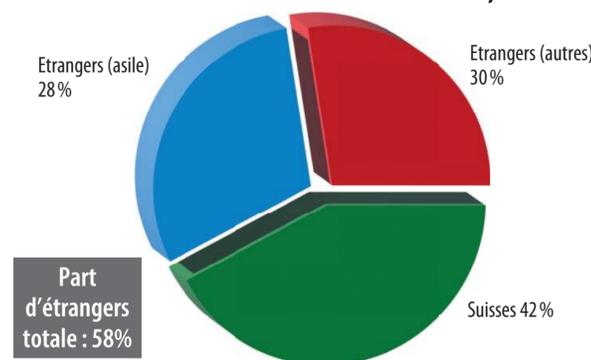
Les étrangers perçoivent beaucoup plus souvent des allocations de chômage et des prestations sociales. On assiste à une immigration qui coûte plusieurs milliards de francs à l'Etat social suisse. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale en provenance d'Afrique a, à lui seul, littéralement explosé ces dernières années, avec plus de 38'000 bénéficiaires. 34,6%, soit un Africain sur trois qui pourrait travailler vit aux frais de la collectivité.

Les étrangers, en particulier les demandeurs d'asile/réfugiés, pèsent bien plus lourd sur l'Etat que les Suisses. Un quart de tous les bénéficiaires de l'aide sociale disposent d'un permis B (principalement des réfugiés reconnus avec un permis B).

37'000 bénéficiaires de l'aide sociale sont des migrants «admis provisoirement» avec une décision d'asile négative. Cela signifie qu'un bénéficiaire de l'aide sociale sur huit n'aurait en fait pas le droit de séjourner en Suisse et de vivre aux frais de la collectivité.

Le tableau est le même pour la caisse de chômage ; en novembre 2022, il y avait pratiquement autant d'étrangers (49,4%) que de Suisses (50,6%) au chômage. Les étrangers sont donc proportionnellement fortement surreprésentés dans la caisse de chômage, car deux fois plus nombreux à être au chômage que les Suisses.

Bénéficiaires de l'aide sociale, 2021



Le niveau de formation en chute libre

Les enfants suisses deviennent une minorité. Près de la moitié des jeunes de 15 ans en Suisse sont issus de l'immigration. C'est plus que dans n'importe quel autre pays industrialisé du monde. Même en Australie terre traditionnellement d'immigration, ce taux est nettement inférieur, sans parler de l'Allemagne (28%) ou de la France (27%). Une évaluation dans le canton d'Argovie montre qu'en 2021, 68% des enfants de moins de 7 ans grandiront dans un ménage issu de l'immigration. Le taux de natalité des Erythréennes est 4 à 5 fois plus élevé que celui des Suissesses. Dans de nombreuses classes suisses, la part des enfants qui ne parlent pas une des langues nationales dépasse les 50%. Des études indiquent qu'à partir d'un taux de 30% d'enfants allophones, un enseignement scolaire de qualité n'est plus guère possible. Selon l'étude PISA de 2019, un quart des élèves ne savent pas lire et comprendre correctement.



Perte de prospérité

La prospérité de la population suisse, mesurée par le produit intérieur brut par habitant, n'augmente plus depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes avec l'UE en 2007.

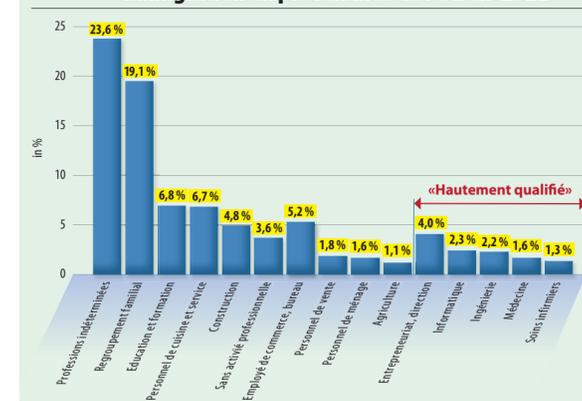
En d'autres termes, le gâteau reste pratiquement le même, mais les parts de ce gâteau sont toujours plus fines car divisées avec plus de monde.

On se plaint beaucoup de la «pénurie de main-d'œuvre qualifiée» en Suisse. On oublie cependant qu'une grande partie des immigrés ne sont pas des spécialistes. Ce sont majoritairement des personnes issues du regroupement familial et des personnes non qualifiées. «Quatre immigrés sur cinq ne sont pas des spécialistes», titrait la «NZZ am Sonntag». Elle se référait à une étude de la direction de l'économie publique zurichoise. Selon cette étude, à peine 20% des immigrés depuis 2007 (libre circulation complète des personnes) travaillent en moyenne en Suisse dans un métier où il y a une pé-

nurie de main-d'œuvre qualifiée. Parmi les frontaliers, seule 1 personne sur 6 est même un spécialiste recherché. Au lieu des médecins et des informaticiens dont nous avons urgemment besoin, ce sont des personnes

non qualifiées et sans connaissances linguistiques suffisantes qui figurent en tête de la liste des professions des immigrés. La situation est en outre critique en ce qui concerne le regroupement familial :

Immigration en provenance de l'UE en 2022



Sauvons ensemble notre belle Suisse



En tant qu'agriculteur et père de famille, je m'inquiète du bétonnage de nos terres agricoles. Durant les 30 dernières années, c'est 1m² de terres agricoles qui a disparu chaque seconde pour répondre aux besoins liés à l'augmentation de la population. La Suisse ne peut plus faire face à cette croissance démographique incontrôlée qui n'est ni durable ni raisonnable. L'année dernière, c'est plus de 180'000 personnes qui ont immigré en Suisse, ce qui représente plus que la population de Lausanne. Les infrastructures, les transports publics, les écoles et les logements sont saturés. Les terres agricoles, l'approvisionnement énergétique et les ressources en eau sont en danger.

C'est pourquoi l'initiative de durabilité «Pas de Suisse à 10 millions» a été lancée et nous comptons sur votre soutien. Nous voulons une immigration contrôlée et pas une immigration qui fasse plus de perdants que de gagnants. Ensemble, sauvons notre belle Suisse et préservons notre qualité de vie pendant qu'il est encore temps. Signez l'initiative sur la durabilité et motivez votre entourage à en faire de même.

Signez MAINTENANT l'initiative pour la durabilité : NON à une Suisse à 10 millions d'habitants !



En raison de l'immigration incontrôlée dans notre pays, nous allons vers une Suisse à 10 millions d'habitants. Cette véritable explosion démographique surcharge nos infrastructures, détruit notre nature et fait encore plus grimper les loyers. Après l'afflux de plus de 180'000 personnes en une seule année, il est temps d'agir.

Signez dès aujourd'hui l'initiative populaire pour la durabilité, jointe à ce journal. Merci.



«Nos enfants sont les plus grands perdants de notre politique d'asile ratée»

Les communes sont submergées par les demandeurs d'asile. Martina Bircher explique ce que cela coûte et les problèmes qui en découlent. La situation ne peut s'améliorer qu'en supprimant la possibilité de déposer des demandes d'asile sur le sol suisse.



Par **Martina Bircher**, conseillère nationale, Aarburg (AG)

Vous êtes responsable des affaires sociales dans la commune d'Aarburg (AG). Avez-vous encore des places disponibles pour les demandeurs d'asile ?

Non ; avec le centre d'hébergement cantonal pour demandeurs d'asile, nous dépassons notre objectif depuis des années et nous n'avons pas l'intention de créer des places supplémentaires.

Combien de demandeurs d'asile devez-vous prendre en charge et combien d'entre eux sont de véritables réfugiés au sens de la loi ?

Avec la procédure d'asile accélérée, les communes se voient attribuer principalement des étrangers admis à titre provisoire. Nous devrions accueillir 60 personnes, ce qui, avec les personnes ayant le statut S, représente un total de 130 personnes, auxquelles s'ajoutent toutes les personnes que la Confédération reconnaît comme réfugiés, notamment les Erythréens. Ceux-ci ont le libre choix de leur logement ; de fait cela fait encore 200 personnes.

Combien d'entre eux sont des familles, combien de jeunes hommes ?

Les personnes qui arrivent en Suisse par la voie de l'asile sont principalement des hommes. Mais comme la Confédération accorde le statut de réfugié à 40 % d'entre eux et l'admission provisoire à 20 % d'autres, les femmes et les enfants arrivent en Suisse plus tard, via le regroupement familial.

Combien de ces personnes vivent-elles de l'aide sociale ?

80 à 90 % vivent de l'aide sociale. Après 10 ans en Suisse, la moitié dépend encore de l'aide sociale. Notre système social garantit à chacun un logement, charges comprises, une assurance maladie, une franchise, une quote-part, d'autres frais de santé (p. ex. dentiste), de l'argent pour vivre ainsi que des prestations liées à la situation comme des meubles, des transports publics, etc. Nous avons de nombreux cas qui ont déjà coûté plus d'un demi million de francs à notre collectivité.

Combien les contribuables ont-ils dû déboursier pour le cas le plus coûteux ?

Nous avons eu une fois une femme érythréenne avec quatre enfants dans un foyer mère-enfant, pour un coût de 25'000 francs par mois. Lorsque l'APEA (Autorité de la protection de l'enfant et de l'adulte) intervient, et c'est malheureusement souvent le cas, cela devient très cher. Pour 130 à 150 francs de l'heure, on apprend aux étrangers comment faire les courses ou comment

préparer un goûter pour l'école. Lorsqu'il y a un placement à l'extérieur, nous parlons de coûts entre 7'000 et 15'000 francs par mois et par enfant. C'est l'autorité de protection de l'enfant qui ordonne tout cela, et la commune doit payer.

Les demandeurs d'asile trouvent-ils un emploi ?

Malheureusement, c'est difficile. Ces personnes sont souvent issues de cultures étrangères, n'ont pratiquement pas été scolarisées et les employeurs n'attendent pas ces « professionnels » là. La situation est encore aggravée par le fait que beaucoup ont de très nombreux enfants. Même s'ils trouvent un emploi, nous ne pouvons pas les retirer de l'aide sociale.

Dans de nombreuses

écoles, il n'y a pratiquement plus d'enfants qui ne sont pas issus de l'immigration. Quelle est la situation dans votre commune ?

Après les vacances d'été, nous introduisons un soutien précoce en allemand, car la plupart des enfants ne savent pas un mot d'allemand lorsqu'ils entrent au jardin d'enfants. Nous avons à chaque fois 100 enfants par année, 50 suisses et 50 étrangers. Malheureusement, plus de 50 % d'entre eux ont besoin d'un soutien précoce en allemand. Cela signifie que même les parents naturalisés ne parlent pas allemand à la maison avec leurs enfants. Il existe d'innombrables études qui prouvent qu'à partir d'un taux de non-germanophones de plus de 30 %, un enseignement scolaire de qualité

n'est pas possible. Nos propres enfants sont les plus grands perdants de cette politique d'asile et d'immigration ratée.

Vous demandez une réorientation de la politique d'asile. Qu'entendez-vous par là concrètement ?

Si Schengen-Dublin fonctionnait, la Suisse, entourée de pays sûrs, n'aurait pas une seule demande d'asile. Mais aujourd'hui, 60 % des demandeurs peuvent rester légalement en Suisse parce

que la Confédération ne les renvoie pas. 20 % restent là alors qu'ils devraient partir, et seuls 20 % sont effectivement expulsés. En d'autres termes, ceux qui prononcent le mot magique « asile » restent dans 80 % des cas en Suisse. Nous devons donc changer complètement le système : il ne doit plus être possible de déposer une demande d'asile en Suisse ; les procédures doivent être externalisées dans des pays tiers.

La non-intégration est avantageuse !

Ce que nous coûte l'industrie sociale de l'asile :

Dépenses directes pour une famille de 4 personnes bénéficiant de l'aide sociale dans le canton d'Argovie (tous les montants sont exonérés d'impôts !).

	Besoins de base pour 4 personne	26'472.00 CHF
	Logement	16'800.00 CHF
	Responsabilité civile	170.00 CHF
	Ménage	245.00 CHF
	Cotisations AVS	956.00 CHF
	Soins dentaires	3'500.00 CHF
	Quote-part	2'100.00 CHF
	Franchise	600.00 CHF
	Lunettes	150.00 CHF
	Camp scolaire	150.00 CHF

Coûts supplémentaires

	Programme d'intégration/occupation	7'200.00 CHF
	Cours de français	3'500.00 CHF
	Primes LAMal	11'920.00 CHF
	Administration, charges diverses	2'200.00 CHF

Revenus

	Allocations familiales	4'800.00 CHF
--	------------------------	--------------

Total de la prise en charge

	75'963.00 CHF
--	----------------------

Chaos de l'asile : cher, dangereux et injuste

Des jeunes hommes arrivent en Suisse du monde entier avec des bandes de passeurs criminels. Les cantons doivent louer des appartements à grand renfort d'argent public et mettent même des locataires suisses à la rue pour y parvenir. Les coûts explosent : rien qu'au niveau fédéral, plus de 4 milliards de francs – 5 % de toutes les dépenses fédérales – sont utilisés à cet effet ! Parallèlement, les vols, les actes de violence, le harcèlement, l'insécurité augmentent massivement.



Par **Céline Amaudruz**, vice-présidente de l'UDC Suisse et conseillère nationale, Genève (GE)

Le chaos de la politique d'asile pèse sur la population suisse. Chaque année, des dizaines de milliers de demandeurs d'asile arrivent dans notre pays avec l'aide de bandes de passeurs criminels. Les conséquences de cette politique irresponsable sont catastrophiques : trop

d'immigrés en quête d'asile proviennent de cultures qui oppriment les femmes, sont criminels et peu ou pas formés. Ces personnes sont difficilement intégrables.

Un Africain sur trois bénéficie de l'aide sociale

Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale originaires d'Afrique a littéralement explosé ces dernières années et s'élève aujourd'hui à plus de 38'000 personnes. Le taux d'aide sociale atteint le chiffre sidérant de 34.6 % ! Un Africain sur trois qui pourrait travailler vit donc aux frais des contribuables suisses.

Jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, du Proche-Orient, etc.

Des jeunes hommes du monde entier arrivent en Europe avec des bandes de passeurs criminels. Ils traversent des



Nouvelle normalité ?

Des milliers de jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, de Turquie, etc. viennent et restent en Suisse ! Chaque année, cette politique coûte 4 milliards de francs aux contribuables, c'est-à-dire à nous. Et il ne s'agit là que des coûts à charge de la Confédération. En plus, aux coûts s'ajoutent les vols, le harcèlement et la violence.

Qui veut régler ce problème

vote UDC le 22 octobre



pays sûrs et choisissent leur terre d'asile « à la carte », comme la Suisse par exemple. Pourquoi ? Car ils peuvent vivre ici aux frais de la collectivité et sont rarement renvoyés dans leur pays d'origine. Cela engendre des coûts énormes et des problèmes conséquents pour nos œuvres sociales, notre système de santé, nos écoles, la police et la justice.

Celui qui vient en Suisse y reste

Le chaos de l'asile se manifeste également dans l'application de la loi. Cela vaut en particulier pour les personnes dites « admises à titre provisoire ». Elles devraient en fait quitter la Suisse, mais ne peuvent soi-disant pas être expulsées. Entre 2011 et 2021, 65'126 personnes ont reçu une admission provisoire ; seules 112 d'entre elles ont

effectivement dû quitter la Suisse au cours de ces 10 années. Les autres restent ici et vivent généralement aux dépens de la population active ou entrent dans la clandestinité.

Il faut maintenant mettre fin à ce chaos de l'asile !

2023: plus de 4 milliards de francs de coûts pour la seule Confédération (sans compter les cantons et les communes, dont les coûts s'ajoutent aux 4 milliards) !
Cela représente 450 francs d'impôts par personne et par an (ou 1'800 francs par famille de 4 personnes)

Dépenses pour l'asile de la Confédération en 2021:
Dépenses pour l'asile de la Confédération en 2022:
Dépenses pour l'asile de la Confédération en 2023 (budget):

Environ 1,5 milliard de francs
Environ 2,4 milliards de francs
Plus de 4 milliards de francs

NON à la folie du genre, OUI à la liberté !

Vous aussi, ces nouvelles formes d'écriture avec points médians et autres symboles vous agacent ? Sous couvert de tolérance, une minorité tente ici de nous rééduquer par le langage et par le comportement. Les revendications de plus en plus extrêmes de cette minorité s'attaquent à nos valeurs de liberté, raison pour laquelle nous devons nous y opposer résolument.



Par **Esther Friedli**, conseillère aux Etats, restauratrice, Ebnat-Kappel (SG)

Depuis quelque temps, nous entendons régulièrement des termes tels que « genre », « woke » ou encore « cancel culture ». Beaucoup d'entre nous peinent à s'imaginer le sens de ces termes ou alors n'y voient guère de grand danger. Pourtant, ce qui semble en apparence inoffensif est en vérité extrêmement inquiétant. Ces termes sont nés dans les universités américaines, chez des personnes qui se considèrent comme faisant partie de « l'élite », tolérantes et de gauche.

Cette idéologie s'imisce insidieusement dans notre quotidien, par des détails parfois sans grande importance en apparence, comme la sup-

pression du personnage aux traits d'origine africaine sur les paquets de riz d'une grande marque connue.

Parfois, c'est plus inquiétant : en raison d'une prétendue « appropriation culturelle », des musiciens à la peau blanche jouant du reggae ont vu leur concert interrompu et ont été déprogrammés parce qu'ils portaient des « dreadlocks » et que pour les « chantres de la tolérance de gauche », cette coiffure ne peut être portée que par des personnes noires de peau.

Pire encore, dans les écoles, de plus en plus d'étudiants rapportent que l'utilisation d'un langage dit « non-sexiste » dans la rédaction de leurs travaux (comprenez : dénué autant que possible de distinctions de genre) est de rigueur, sous peine de voir leurs notes réduites !

« **L'idéologie du genre s'imisce de plus en plus dans la politique**

Une excoissance de cette idéologie de gauche rose-verte urbaine est « le genre ». Cette idéologie part du principe que l'on n'a pas un sexe à la naissance,

mais que l'on peut choisir librement son sexe (expression de genre) ; selon ces théories, les genres ne se cantonnent guère au nombre de deux (femme et homme) mais se déclinent en plusieurs dizaines.

Ces lubies sont hélas toujours plus présentes dans les médias. Pour ne pas discriminer ou « offenser » qui que ce soit, on décline les mots sous toutes leurs coutures par le biais d'une écriture dite « inclusive » ; « ami » devient alors « ami.e.x.s », « politicien » devient « politicien.ne.x.s », etc. Même les administrations publiques pratiquent ce style lourd ; la question de la lisibilité et de la compréhension de la langue française est alors relayée au second plan (et c'est pareil dans les autres

langues nationales, comme l'allemand par exemple) ; l'essentiel est que personne ne ressente quoi que ce soit de négatif à la lecture. De fait, la langue devient de plus en plus incompréhensible avec ses nombreux caractères spéciaux, notamment pour les personnes rencontrant des difficultés de lecture ou d'expression ainsi que pour les per-

« **Seuls les partis déconnectés de la réalité, qui ne sont pas au fait des vrais problèmes de la population, ont le loisir d'accorder une telle importance à ces choses-là.** »



Totalement inutile et onéreux : les moralistes du genre de la gauche rose-verte veulent remplacer les panneaux de signalisation par des panneaux « genrés ».

sonnes qui ont une autre langue maternelle que la nôtre.

Les genres deviennent arbitraires

Cette folie du genre ne se traduit pas que dans le langage, mais également dans les questions politiques ; dans les villes de Zurich et de Lucerne, un tiers des toilettes des écoles doivent être « gender neutral » (neutres de genre). On supprime même les urinoirs, exclusivement masculins. Dans certaines écoles, on préconise même « d'essayer un autre sexe » ou encore de ne pas donner de nom aux enfants à leur naissance. Nos enfants, mineurs, sont exposés à ces dérives sans même le consen-

tement de leurs parents. Il existe cela dit une toute petite minorité de personnes qui naissent dans les mauvais corps et dont les problèmes doivent être pris au sérieux. Cela est-il une raison pour étendre ces préoccupations à l'ensemble de la société ? La question de savoir si l'on est né dans le bon ou le mauvais corps doit-elle se poser chez tout le monde ? Évidemment, non. Qu'est-ce que cela sera ensuite ? Où sont passés le bon sens et le pragmatisme ? En politique, seuls les partis déconnectés de la réalité, qui ne sont pas au fait des vrais problèmes de la population, ont le loisir d'accorder une telle importance à ces choses-là.

L'approvisionnement alimentaire en denrées locales est menacé

La mission principale de l'agriculture suisse est inscrite dans la Constitution fédérale : l'approvisionnement de la population suisse en denrées alimentaires indigènes. Or, cet approvisionnement est aujourd'hui gravement menacé.



Par **Pierre-André Page**, conseiller national, maître-agriculteur, Châttonnaye (FR)

Les familles paysannes apportent une contribution importante à notre sécurité alimentaire. Pourtant, en cas de crise, nous ne pourrions plus nourrir aujourd'hui qu'une personne sur deux en Suisse. C'est ce que démontre ce que l'on appelle le « taux d'autosuffisance », qui mesure en pourcentage la part de nos besoins alimentaires encore produite en Suisse. En 2020, ce taux n'était déjà plus que de 49% net.

Le taux d'autosuffisance a chuté de plus de 10% au cours des 20 dernières années. La raison principale est la forte croissance démographique : +1,5 million d'habitants depuis 2002. La Suisse est de plus en plus bétonnée ; la surface urbanisée a augmenté de 31% depuis 1980, au détriment de la sur-



Les crises de ces dernières années et de ces derniers mois ont rappelé l'importance d'une agriculture productrice suisse forte.

face agricole. La surface arable par habitant n'est que de 470 m² en Suisse. A titre de comparaison, elle est de 1'500 m² en Autriche et de 1'410 m² en Allemagne.

La deuxième raison pour laquelle nous produisons de moins en moins de denrées alimentaires en Suisse est liée aux prescriptions écologiques ; en raison de la politique agricole actuelle, environ 20% des terres cultivées en Suisse sont aujourd'hui exploitées de manière extensive : il y a donc beaucoup d'écologie, mais peu de production.

Si nous voulons éviter à l'avenir une dépendance totale de l'étranger en matière d'approvisionnement alimentaire, le taux d'auto-approvisionnement ne doit pas continuer à baisser, mais doit au contraire augmenter à nouveau. **Nous n'y parviendrons qu'en stoppant la croissance démographique et en réorientant la politique agricole vers la production.**

Embouteillages et activistes du climat

Chaque jour, nous sommes pris dans les bouchons ; la cause principale en est l'immigration de masse. Les dommages économiques engendrés se chiffrent en milliards. Mais la politique de mobilité de la gauche rose-verte et les abus des activistes du climat, constitués de chicanes à tout-va, causent également des ravages.



Par **Thomas Bläsi**, conseiller national, pharmacien et entrepreneur, Genève (GE)

L'immigration démesurée a conduit à la saturation de nos infrastructures routières et ferroviaires que nous constatons quotidiennement avec les nombreux embouteillages sur nos routes. Depuis 1995, ce sont plus d'1,5 million de personnes qui ont immigré en Suisse ! Parallèlement, les heures d'embouteillage annuelles sur les routes nationales ont quadruplé depuis l'an 2000 !

Aux désagréments posés sur le plan personnel s'ajoutent les coûts massifs. En tant qu'entrepreneur et pharmacien à Genève, j'ai pleinement conscience des nombreux problèmes de la mobilité : chaque jour, 200'000 heures de retard s'accumulent sur les routes suisses. Le temps perdu coûte environ 3 milliards de francs par an à l'économie. Ce sont là les données les plus actuelles de l'Office fédéral du développement territorial (ARE).

La mobilité est le moteur de notre économie. Sans un retour à une immigration raisonnable et mesurée, notre prospérité est gravement menacée.

Le racket des automobilistes

De nombreux Suisses sont tributaires de la voiture : les familles, les pendulaires, les artisans, les habitants des zones rurales, etc. L'UDC s'oppose au racket des automobilistes : l'impôt sur les huiles minérales (y compris les surtaxes) représente à lui seul 1'570 francs par automobiliste et par an. S'ajoutent à cela l'impôt sur les véhicules à moteur (360 francs en moyenne), la vignette autoroutière (40 francs), l'impôt sur les automobiles, les taxes de stationnement public, etc ; chaque ménage possédant une voiture paie plus de 2'000 francs de taxes par an.

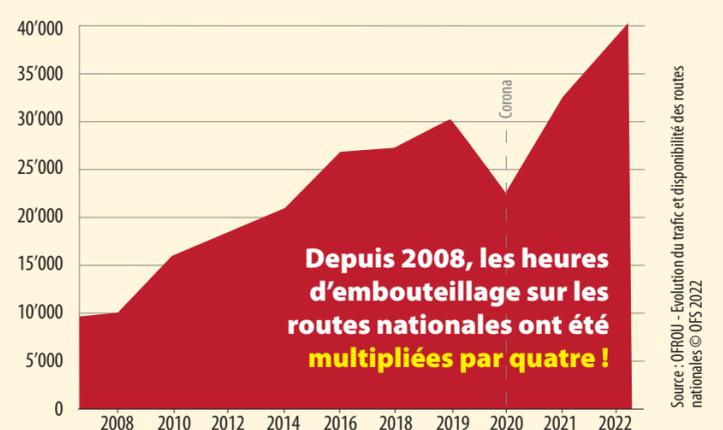
Mais visiblement, ce n'est pas encore assez pour les partis de la gauche rose-verte ; la cheffe du groupe parlementaire des Verts aux Chambres fédérales a demandé de rehausser le prix de l'essence à 5 francs par litre. Un plein d'essence coûterait ainsi environ 250 francs ! C'est inabordable pour la quasi-totalité des Suisses.

Le harcèlement des automobilistes par les activistes du climat

Les activistes du climat bloquent les routes et harcèlent la population active. C'est surtout dans les villes gouvernées par la gauche rose-verte que l'on assiste à des politiques hostiles aux voitures : mises en sens unique, réduction des places de stationnement, zones 30 km/h sur les routes de transit, amendes à tout-va, tarifs de stationnement exorbitants, etc. On a parfois envie de faire une expérience : que se passerait-il si les artisans, les PME et les paysans faisaient grève pendant une semaine dans les villes gouvernées par la gauche rose-verte ?

Qui en a marre de cette hostilité croissante contre la mobilité individuelle, vote UDC le 22 octobre !

Heures d'embouteillage 2008 - 2022



Voulons-nous d'une Suisse à 10 millions d'habitants ?

Toujours plus d'immigration, c'est toujours plus d'augmentation des loyers, de la criminalité étrangère, des bouchons sur les routes ainsi qu'une baisse du niveau d'éducation et de formation.



Avec une immigration contrôlée, nous protégeons nos enfants et préservons notre nature et notre Patrie où il fait bon vivre.



Vous avez le choix !

**Le 22 octobre, votez UDC !
Merci !**

Quiz électoral Participez et gagnez !

www.udc.ch/concours

01. Combien de personnes ont immigré en Suisse (solde net) en 2022 ?

180'000 = Vo
 90'000 = Re
 150'000 = Mi

02. A combien s'élèvent les coûts de l'asile pour la Confédération en 2023 ?

1 Mrd = i 2,5 Mrds = p
 4 Mrds = t

03. Quel est le but de la nouvelle initiative populaire de l'UDC ?

Expulser les criminels étrangers = l
 Pas de Suisse à 10 millions d'habitants = e

04. Quel est le but des théories du genre ?

Une mise sous tutelle politique = z
 Une meilleure orientation = p

05. Quel est le slogan électoral de l'UDC

Pour un avenir sûr et libre = U
 Pour un avenir libre et sûr = M

06. Combien y a-t-il de conseillers fédéraux UDC ?

Malheureusement aucun = EN
 Déjà 2 = DC

Participez au concours en ligne sur :
www.udc.ch/concours

Solution :

01. 02. 03. 04. 05. 06.

Cochez les bonnes réponses, inscrivez les lettres dans le bon ordre et renvoyez la solution jusqu'au 22 octobre 2023 au plus tard

1^{er} au 5^e prix : une invitation personnelle pour vous et un accompagnant au domicile de l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher, qui vous présentera en exclusivité sa collection privée des tableaux d'Anker et de Hodler !

Les gagnants seront informés par écrit fin octobre 2023. Aucune correspondance ne sera échangée au sujet du concours. Une remise du prix en espèces n'est pas possible. Tout recours juridique est exclu.

Je m'engage pour un avenir sûr et libre !

- Je souhaite devenir membre de l'UDC dans ma région et être invité à participer aux assemblées et aux manifestations (paiement d'une cotisation requis)
- Je souhaite être informé des activités en cours et recevoir les communiqués de presse et articles de l'UDC. Merci de m'envoyer gratuitement la newsletter à mon adresse e-mail ci-dessous.
- J'aimerais être informé par WhatsApp des principales activités de l'UDC Suisse. Numéro de Natel WhatsApp: _____
- Merci de m'envoyer gratuitement le programme du parti
- Je souhaite mettre mon terrain / ma grange / la façade de ma maison à disposition pour y poser des affiches de l'UDC pour la campagne électorale.
- Je soutiens financièrement la campagne électorale de l'UDC (les dons peuvent être déduits jusqu'à un certain montant de l'impôt fédéral et de l'impôt cantonal)
- Je verse _____ francs de don sur le compte IBAN de l'UDC Suisse **IBAN CH83 0023 5235 8557 0001Y**
- Merci de m'envoyer un bulletin de versement
- J'accepte que la publicité de l'UDC soit envoyée à mon adresse

Nom/Prénom _____

Rue _____

NP/Localité _____

Téléphone _____

Courriel _____

Signature _____

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :
UDC Suisse, secrétariat général, case postale, 3001 Berne
Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58

www.udc.ch

QUALITÉ SUISSE
UDC
Pour une Suisse forte

ÉDITION SPÉCIALE

de l'UDC Neuchâtel | www.udc-ne.ch



Pour une Suisse libre et prospère, votez UDC le 22 octobre !

Markus Schneider est vice-président de l'UDC Neuchâtel et chef de campagne pour les élections fédérales du 22 octobre prochain. Il présente les thèmes de la campagne de notre parti.



Markus Schneider, vice-président de l'UDC Neuchâtel et chef de campagne

Dans la dynamique effervescente des élections fédérales à venir, l'UDC émerge comme un phare d'espoir pour l'avenir de notre pays. Le parti se présente avec une vision audacieuse, un engagement ferme et une détermination inébranlable pour un avenir sûr et libre pour tous. L'UDC se distingue par son enthousiasme et sa détermination à faire une différence positive dans la vie des citoyens. Nous sommes résolus à relever les défis actuels et à promouvoir le bien-être de tous les citoyens, en travaillant sans relâche pour construire un avenir prospère. Nous sommes à l'écoute des préoccupations de la population afin de comprendre véritablement ses besoins.

Notre parti repose sur une équipe compétente, expérimentée et engagée. Ses membres mettent leurs atouts au service de la population et travaillent avec sincérité et sans relâche pour proposer des solutions concrètes aux défis auxquels le pays est confronté.

Les principaux piliers de notre programme sont :

La sécurité

Notre sécurité nécessite une défense constante. L'immigration présente des défis en matière de sécurité et de ressources sociales. L'UDC s'engage à aborder ces problèmes de manière responsable, en garantissant un processus équitable pour ceux ayant besoin de protection. Une réduction maîtrisée de l'immigration est envisagée en considérant les besoins économiques. L'objectif est de promouvoir la sécurité et la prospérité tout en respectant nos valeurs de liberté et de solidarité. En adoptant une approche équilibrée, nous façonnerons un avenir durable pour tous.

Le pouvoir d'achat

Moins de taxes et des impôts raisonnables ! L'UDC croit en une économie dynamique, où chaque

individu a la possibilité de prospérer. Nous défendons une politique visant à alléger le fardeau de la classe moyenne et des travailleurs, tout en encourageant les investissements dans les secteurs d'avenir tels que les technologies, l'innovation et l'agriculture. Nous soutenons les petites et moyennes entreprises, véritables moteurs de l'économie, en visant la diminution des charges financières et administratives. Les entreprises et les individus doivent pouvoir jouir pleinement du fruit de leur travail.

La neutralité

La Suisse dialogue et travaille équitablement avec tous ses partenaires grâce à sa neutralité. Cette approche équilibrée favorise les négociations et préserve la stabilité et la prospérité du pays. L'UDC s'engage à maintenir cette neutralité armée perpétuelle, refusant l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. Cette voie du dialogue et de la paix a préservé la Suisse de conflits sanglants depuis plus de 175 ans.

Lors des élections fédérales du 22 octobre, votre vote aura un impact déterminant sur l'avenir de notre pays, ainsi que sur celui de nos enfants et des générations à venir.

De la parole aux actes !



Vos candidats UDC au Conseil national
et au Conseil des Etats se présentent...



Elections fédérales du 23 octobre 2023
www.udc-ne.ch



La sécurité des femmes me tient à coeur

Magali Junod a 40 ans et vit à Colombier. Depuis près de 10 ans, elle s'engage en politique pour défendre la liberté et la sécurité de la Suisse. Elle est employée de commerce.

Quand et pourquoi es-tu entrée en politique ?

La raison pour laquelle j'ai décidé de m'impliquer dans le domaine politique relève d'un devoir de citoyenneté. J'estime important de préserver les valeurs fondamentales de notre Constitution. Aussi, j'ai souhaité m'investir personnellement pour soutenir les agriculteurs locaux, assurer la sécurité de tous mes concitoyens et défendre nos valeurs chrétiennes.

Depuis 2016, je soutiens les valeurs de l'UDC et défends les droits des citoyens suisses.

Qu'aimes-tu faire pendant tes temps libres ?

En quête de nouveaux horizons, j'aime tout particulièrement voyager en Suisse et à l'étranger pour me familiariser avec les us et coutumes des régions visitées. De cette manière, j'étends mon champ de perspectives ; je découvre, j'apprends et j'observe le monde alentour selon divers points de vue. La photographie constitue également l'une de mes passions premières, tout comme l'art culinaire.

Vu que tu es passionnée par les arts culinaires, y a-t-il une spécialité suisse que tu aimes particulièrement cuisiner ?

J'apprécie tout autant faire un bouilli de bœuf schwytois, un risotto au safran et aux luganighes tessinois, un émincé de veau à la zurichoise agrémenté de röstis, une torée avec son saucisson sous la braise ou un bon filet de brochet du lac de Neuchâtel, poêlé au beurre, accompagné d'une miché de pain pour seule garniture. Dernièrement, j'ai préparé et dégusté un plat traditionnel Valaisan : une raclette au feu de bois.

La Suisse, c'est quoi pour toi ?

La Suisse est le pays qui m'a vu naître, qui m'a vu grandir ; et je m'y sens bien. Au fil des générations, mes ancêtres se sont battus pour défendre leurs droits, leurs valeurs et la diversité culturelle helvétique. A force de volonté et de persévérance, la Suisse a su imposer sa neutralité et j'en suis fière.

Aujourd'hui, j'estime qu'il est de mon devoir de léguer aux générations futures un pays prospère. Par conséquent, je souhaite développer nos ressources



Le parcours professionnel de Magali Junod l'a amenée dans le canton de Vaud, où elle a continué à s'engager au sein de l'UDC, comme ici en 2021 lors d'un événement pour célébrer l'indépendance de la Suisse face à l'UE lorsque le Conseil fédéral a annoncé son refus de l'accord cadre. (Copyright: UDC Vaud)

économiques, exploiter nos richesses, soutenir le peuple suisse, assurer sa sécurité et préserver la biodiversité de notre environnement naturel.

Quel est le plus grand défi pour la Suisse et son identité ?

Le succès de notre pays, pauvre en matières premières, repose essentiellement sur ses capacités économiques, sa population et la stabilité du marché de l'emploi. La renommée de nos entreprises se fonde sur le respect de valeurs telles que : la fiabilité, la précision, l'ingéniosité, l'ardeur au travail et le sens des affaires. La réputation et la prospérité des commerces suisses se sont développées sur des fondements solides, sains et avérés.

Aujourd'hui, le principal défi pour la Suisse consiste à assurer sa sécurité, car sans elle, il ne peut y avoir de Li-

berté. Les besoins en matière de sécurité se rapportent à la défense nationale et à la protection des droits de l'homme, incluant la sécurité individuelle des citoyens dans leurs activités quotidiennes.

La Suisse possède de nombreuses facettes. Pour assurer la diversité des langues, des peuples, des religions et des cultures, il importe de préserver notre fédéralisme sans toutefois interférer sur notre Constitution.

L'immigration de masse engendre un nombre conséquent de problèmes ; quels sont, selon toi, les principaux ?

La prospérité, la sécurité, la diversité, le progrès et la solidarité représentent

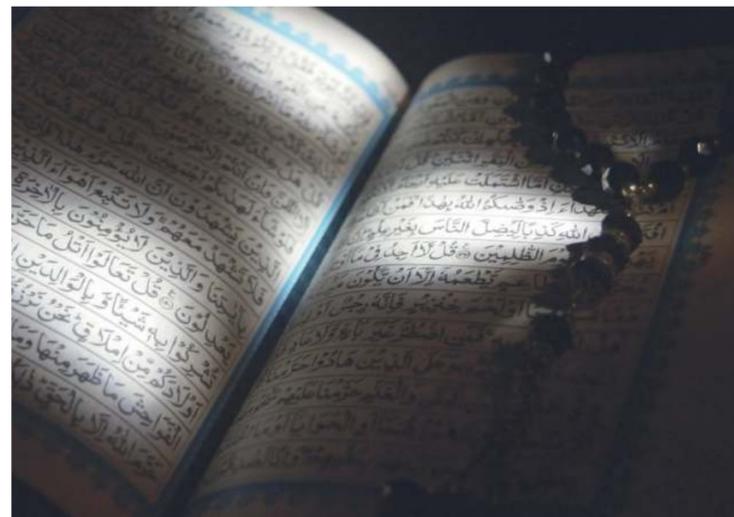
gendre des difficultés à bien des égards, notamment dans le domaine médical, sportif, alimentaire et relationnel (rapports hommes-femmes). La Suisse doit certes assurer la liberté, y compris la liberté de croyance mais doit savoir aussi conserver et perpétuer ses valeurs fondatrices.

Or, les principes rigoristes de l'islam s'avèrent incompatibles avec notre conception de la liberté et de la sécurité. Comme nous pouvons le constater, l'immigration de masse représente une menace pour les valeurs et la cohésion de notre système.

En tant que femme, il me tient à coeur que chaque citoyenne suisse, puisse vivre librement et marcher dans la



Amoureuse de la Suisse et de ses traditions, Magali Junod se rend régulièrement dans d'autres villes et cantons suisses, comme ici à Zurich devant le Grossmünster au bord de la Limmat. Du XII^e au XVI^e siècle, l'abbesse du Fraumünster (à proximité du Grossmünster) avait des pouvoirs politiques considérables à Zurich et portait le titre de duchesse. Un exemple précurseur pour les femmes. (Copyright: Magali Junod)



A cause de l'immigration de masse, l'islam prend de plus en plus de place en Suisse. De nombreuses valeurs tirées du Coran sont incompatibles avec notre Etat de droit et notre culture judéo-chrétienne. En particulier, la place des femmes dans la société est remise ainsi en question. (Copyright: UDC Vaud)

les fondements mêmes de notre pays. Cependant, ces qualités indissociables ne peuvent être considérées comme acquises, car elles découlent d'un travail social, économique et politique considérable qui nécessite de la rigueur.

Le nombre croissant d'immigrés venus s'établir dans notre pays depuis des régions de culture islamique en-

rué, de jour comme de nuit, en toute sécurité. Actuellement, les agressions verbales et physiques deviennent de plus en plus fréquentes dans les lieux publics.

Bon nombre de femmes, victimes de harcèlement, sont contraintes de se couvrir pour sortir de chez elles et craignent pour leur sécurité. Je compte bien y remédier.



Magali Junod

Peux-tu citer 3 valeurs qui représentent la Suisse ?

La sécurité : qui garantit la liberté d'expression et nécessite un dosage minutieux entre prévention et répression.

Le fédéralisme : qui assure la diversité des langues, des peuples, des religions et des cultures.

La prospérité : qui contribue au développement de la Suisse en s'appuyant sur l'économie, les valeurs instaurées, la population et la stabilité du marché de l'emploi.

Mettons un terme à l'immigration de masse

Niels Rosselet-Christ vit à Noiraigue. Il a 34 ans et siège en tant que député au Grand Conseil ainsi qu'au Conseil général de Val-de-Travers. Il est le plus jeune président de l'histoire de l'UDC Neuchâtel.

Quand et pourquoi es-tu entré en politique ?

Je suis à l'UDC depuis que j'ai eu 18 ans. Avant cela, j'avais des idées mais regardais la politique avec méfiance ; c'est une rencontre avec Yvan Perrin qui m'a fait comprendre le bien-fondé de l'engagement politique.

J'ai depuis fait du chemin : membre, puis président des Jeunes UDC pendant plusieurs années, élu au Conseil général en 2014 (que je préside pour la période 2023 – 2024), au Grand Conseil en 2017 (dont j'ai été chef de groupe de 2019 à 2023) et

Ces dernières années, la gauche rose-verte s'est attelée à taxer absolument tout, ce qui a pour conséquence une baisse du pouvoir d'achat. Avec l'inflation, la situation est de plus en plus insoutenable.

La priorité doit donc être accordée à un allègement conséquent des taxes et des impôts. Nous avons d'ailleurs déposé une résolution en 2022 au Grand Conseil demandant la baisse de l'impôt sur les huiles minérales, pour limiter la hausse du prix des carburants et donc de l'inflation. Mais la majorité de centre-gauche du Parlement cantonal ainsi qu'une

le système même des primes de base.

Tu parles d'immigration, pourquoi est-ce si important ?

La politique prédominante en la matière de la gauche rose-verte a des conséquences dramatiques pour notre pays : infrastructures saturées, hausse des loyers et des terrains, insécurité... Saviez-vous que les étrangers et demandeurs d'asile sont largement surreprésentés dans toutes les statistiques de la criminalité ? On parle souvent, par exemple, des « féminicides » (crimes conjugaux contre les femmes) ; l'an dernier, plus de 60% de ces crimes en Suisse ont été commis par des personnes issues de l'immigration. On constate également des problèmes majeurs (vols, harcèlement, violences, etc.) dans les localités qui accueillent des centres fédéraux d'asile, comme Boudry (NE) ou Chiasso (TI). Il n'y a pas de miracle : Nous devons mettre un terme à l'immigration de masse et nous montrer plus rigoureux et sélectifs.

Les procédures d'asile doivent en outre être menées hors des frontières, dans des zones de transit ou auprès de pays tiers sûrs, comme l'expérimenté par exemple le Royaume-Uni avec le Rwanda. La Conseillère fédérale en charge Elisabeth Baume-Schneider (PS) n'a, comme toute la gauche, aucune intention de freiner les flux migratoires ; c'est pourquoi un renforcement de l'UDC à Berne le 22 octobre est véritablement nécessaire.

majorité des députés PLR ont fait échouer le texte. Si je suis élu à Berne, je continuerai à m'engager mordicus contre l'introduction de nouvelles taxes ainsi que pour la baisse, voire la suppression de certaines taxes trop élevées ou injustes, comme je m'y suis toujours engagé dans tous mes mandats.

maintenant président de l'UDC neuchâteloise, les mandats se suivent et ma passion est vive. Je viens d'une famille d'agriculteurs, au sein de laquelle j'ai appris des valeurs fortes, comme travail, la responsabilité individuelle.

Bien que j'aie choisi une voie professionnelle différente, je garde ces origines comme un terrain fertile dans lequel sont profondément ancrées mes racines et je les défends avec vigueur. L'UDC est le parti qui, pour moi, représente le mieux la Suisse intemporelle.

Qu'aimes-tu faire pendant tes temps libres ?

J'aime faire de la musique (je compose et joue de plusieurs instruments). J'aime aussi beaucoup retourner donner un coup de main sur l'exploitation agricole familiale.

Avec l'inflation, le pouvoir d'achat des Suissesses et des Suisses s'étiolle comme Peau de Chagrin. Que faire pour y remédier ?

L'inflation n'est pas la seule responsable de la perte du pouvoir d'achat : les taxes, toujours plus nombreuses et élevées, ainsi que la fiscalité sont aussi des critères d'appauvrissement.

Quand on pense érosion du pouvoir d'achat, on pense aussi aux augmentations des primes LAMal. Que proposes-tu ?

La hausse continue des primes d'assurance maladie ne pourra pas être absorbée ad aeternam. Je pense qu'il faut déjà limiter conséquemment l'immigration de masse, qui pèse très lourdement sur notre système de santé ; rappelons que chaque demandeur d'asile est couvert aux frais de l'Etat – donc de nos impôts – et dispose d'un accès à tout le catalogue LAMal.

Rien qu'en 2022, ce sont au total plus de 180'000 personnes qui sont arrivées dans notre pays, soit plus que la population de la ville de Lausanne ! Il faut aussi faire la lumière sur l'opacité des coûts de la santé et éventuellement revoir

Jamais dans son histoire la Suisse n'avait subi une telle explosion démographique que celle que nous vivons depuis 20 ans. Environ 180'000 personnes sont arrivées en Suisse en 2022 (en comparaison, la ville de Genève compte un peu plus de 200'000 personnes). La barre des 9 millions d'habitants a été franchie en 2023 et celle des 10 millions est prévue avant la fin de la prochaine décennie. (Copyright: UDC Suisse)



Bien qu'ayant suivi une voie professionnelle différente, Niels Rosselet-Christ reste profondément attaché à ses racines agricoles et n'hésite pas à se rendre régulièrement sur le domaine familial pour donner un coup de main, comme ici pendant les foins. (Copyright: Niels Rosselet-Christ)



Niels Rosselet-Christ

Peux-tu citer 3 valeurs qui représentent la Suisse ?

Liberté : La Suisse est le pays des libertés ; nous devons être vigilants et les défendre, car elles sont de plus en plus malmenées par la culture de l'interdit de la gauche rose-verte.

Tradition : Quand on sait d'où l'on vient, on sait où l'on va. Notre pays regorge de traditions vivantes qu'il faut cultiver.

Travail : Depuis toujours, la prospérité de notre pays repose sur la volonté travailleuse de sa population. C'est en travaillant avec le cœur qu'on reste conscient de la valeur de chaque chose.



La Suisse aura toujours besoin d'une agriculture productrice

Didier Calame est agriculteur bio, chef de PME et vit aux Planchettes. Il a 50 ans et siège au Conseil communal de sa commune. Il a également été député au Grand Conseil.



Didier Calame est agriculteur, un métier qu'il exerce avec passion et rigueur, soucieux de la sécurité alimentaire de la Suisse et de la pérennité de la tradition. Il s'est notamment spécialisé dans l'élevage de la race d'Aubrac. (Copyright: Didier Calame)

Quand et pourquoi es-tu entré en politique ?

Je suis entré en politique en 1996 au Conseil général des Planchettes. En 1998, je suis devenu Conseiller communal, poste que j'occupe toujours aujourd'hui. En 2005 j'ai été élu député de l'UDC au Grand conseil neuchâtelois et j'ai siégé jusqu'en 2020. J'ai toujours été intéressé par la politique car étant jeune, j'entendais souvent les gens de mon entourage râler sur telle ou telle décision ; je me suis alors dit « à la place de râler, agissons ! » C'est ce que j'ai fait et je ne le regrette pas ; et même si on n'arrive pas toujours à faire passer nos idées, on s'est au moins engagé à le faire.

Qu'aimes-tu faire pendant tes temps libres ?

Je suis quelqu'un qui vit à 200 à l'heure et je consacre énormément de temps à mes activités professionnelles. Je dirige une petite entreprise active dans l'assainissement et je gère une exploitation agricole avec une centaine de têtes de bétail, mais malgré cela je consacre une partie de mon temps libre à la société des sentiers du Doubs, soit l'entretien du réseau pédestre des Brenets à Biaufond. C'est une activité intense où le bénévolat est roi. Je fais également un peu de tir sportif.

Tu es un travailleur de la terre, qu'est-ce qui te passionne dans cette profession ?

Quand on choisit ce métier qui ne ressemble à aucun autre et qui est très varié, on doit en aimer tous les aspects mais comme agriculteur de montagne et détenteur de bétail c'est bien sûr la passion de l'élevage qui me pousse chaque jour à être proche de mes bêtes. Tout tourne autour de l'élevage ; dans la montagne l'hiver on soigne, on s'occupe des bêtes et l'été on s'occupe des récoltes avec passion et professionnalisme pour avoir les meilleurs fourrages possibles. Aujourd'hui, je pense qu'il faut être passionné pour faire ce métier de paysan.

Pour toi, la Suisse, c'est quoi ?

C'est mon pays, un des plus beaux pays au monde ; c'est un pays très di-

versifié et un pays économiquement stable. L'histoire de la Suisse est atypique puisque qu'elle est un « assemblage » de plein de petits pays d'autrefois en un seul aujourd'hui. La Suisse mérite que l'on s'y engage.

La population croît de façon importante, notamment à cause de l'immigration de masse. En tant que paysan, que penses-tu qu'il faille faire pour gérer l'approvisionnement alimentaire de la Suisse ?

L'immigration de masse va être un grave problème ces prochaines années, car la Suisse n'a pas les infrastructures pour continuer d'accueillir tout ce monde. Les problèmes liés à l'immigration de masse sont divers (logement, nourriture, infrastructures, etc.).

Parallèlement, le Conseil fédéral mène une politique restrictive en matière de production agricole ; la loi sur l'aménagement du territoire, par exemple, met des barrières aux constructions sur les terres arables (ce qui est très bien, cela dit en passant) mais en même temps il ne fait rien face à l'afflux énorme d'immigrés.

L'UDC est le seul parti qui, depuis des décennies, met en garde contre cet afflux énorme et dangereux qui, à terme, mettra en péril tous les fondements de la Suisse. Les choses semblent aller encore « trop » bien dans notre pays mais le jour où les denrées alimentaires manqueront et où l'énergie ne sera plus disponible en suffisance (et ces risques sont aujourd'hui réels), le réveil sera brutal. La Suisse a toujours été un pays d'accueil et je défendrai toujours une politique d'accueil pour ceux qui en ont réellement besoin mais il y a aujourd'hui un monde entre une politique d'accueil raisonnable lors de conflit et une politique d'immigration de masse incontrôlée face à laquelle je m'opposerai toujours fermement.

Les milieux économiques appellent souvent à favoriser l'immigration, par manque de main-d'œuvre qualifiée. Or, dans

les faits, seul un immigré sur cinq est un spécialiste dont l'économie a réellement besoin. Comment la Suisse doit-elle gérer cela ?

Si de tous temps, la Suisse a eu besoin de main d'œuvre étrangère, force est de constater qu'il y a un grand écart entre les besoins réels de l'économie et la politique migratoire suisse. Aujourd'hui, les frontières sont ouvertes à tout-va et au lieu de faire venir les travailleurs spécialisés dont l'économie a besoin, nous accueillons beaucoup d'immigrés, dont des migrants économiques, qui en plus de peser sur nos œuvres sociales aggravent la pénurie de main d'œuvre qualifiée dans les secteurs sensibles. La Suisse doit se montrer beaucoup plus sélective avec l'immigration, afin que cette dernière soit réellement profitable à tous.

Parallèlement, il est crucial de redorer la voie de l'apprentissage et de la formation en entreprise, car cela permet de former localement la main d'œuvre dont notre pays a besoin.

En tant qu'entrepreneur, quels sont pour toi les principaux besoins de l'économie et comment comptes-tu y répondre si tu es élu à Berne ?

En tant qu'entrepreneur je constate que les contraintes sont toujours plus élevées. Les lois et réglementations, souvent repris de l'Union européenne, nous empêchent aujourd'hui d'avancer franchement.

L'administration fédérale tue l'économie avec ses excès réglementaires et législatifs. Le riche passé économique de notre pays a été créé sur les bases de la liberté d'entreprendre et aujourd'hui, les trop nombreuses contraintes administratives dissuadent bon nombre de personnes à créer leurs entreprises et donc de l'emploi. Si je suis élu à Berne je m'engagerai personnellement contre toute démarche visant à mettre encore plus les bâtons dans les roues aux entreprises de ce pays.



Didier Calame

Peux-tu citer 3 valeurs qui représentent la Suisse ?

Fédéralisme : C'est la beauté de notre pays et ce depuis 1291, symbole de la plus belle démocratie du monde.

Prospérité : Le peuple suisse a de tout temps fait la prospérité de son pays grâce à sa force et à sa volonté travailleuse. Continuons ce travail pour les générations futures.

Sécurité : Nous devons pouvoir être en sécurité dans notre pays et nous y sentir bien. Luttons pour garder notre sécurité, garante de notre liberté.

Pour un avenir sûr et libre.

Votez UDC !



Les gens utilisent la voiture et le train, cessons de toujours les opposer

Evan Finger a 23 ans et vit à Colombier. Malgré son jeune âge, il siège déjà en qualité de député au Grand Conseil où il s'engage avec cœur. Professionnellement, il est préposé au contrôle des habitants.

Quand et pourquoi es-tu entré en politique ?

J'ai commencé mon engagement politique à mes 19 ans en adhérant à l'UDC neuchâteloise. J'ai rapidement pris une part active en participant à la reconstruction de la section des Jeunes UDC Neuchâtel qui était restée dormante plusieurs années. J'ai été élu comme secrétaire de cette même section pendant une année avant de la présider l'année suivante.

Parallèlement, j'ai participé aux élections communales à la Chaux-de-Fonds où j'ai été élu premier conseiller général suppléant, puis aux élections au Grand Conseil neuchâtelois où j'occupe aujourd'hui encore le poste de député.

Je me suis engagé en politique car j'ai toujours eu un attrait pour la chose publique. Mon apprentissage et emploi dans la fonction publique m'ont grandement influencé. J'ai aussi constaté que beaucoup de choses me dé-plaisaient dans la politique actuelle en Suisse et le moy-

en le plus direct pour faire entendre mes idées était de m'engager. Je me suis toujours dit que la meilleure personne pour porter ses idées ou son message n'était au final que soi-même.

Qu'aimes-tu faire pendant tes temps libres ?

J'ai plusieurs passions dans la vie dont la politique qui me prend aujourd'hui une bonne partie de mon temps libre, autrement je suis féru d'histoire et de moto, je prends donc souvent le temps de lire sur un sujet historique ou prendre ma moto et profiter des magnifiques paysages de notre pays.

La mobilité est un sujet très actuel ; pour toi, quel est le principal défi de la mobilité ?

Le grand défi va résider dans la difficulté à investir et faire coexister de manière égale tous les moyens de transport : la mobilité douce, les transports publics et la mobilité individuelle. Tous doivent être libre d'utilisation mais nous devons soutenir l'innovation afin de rendre



Lors du jubilé des 20 ans de l'UDC Neuchâtel, célébré en juin 2022, Evan Finger a pu s'entretenir avec le conseiller fédéral Ueli Maurer. Ce dernier, qui était président de l'UDC Suisse lors de la fondation de l'UDC Neuchâtel en 2001, était présent pour cette fête.. (Copyright: Evan Finger)

nos moyens de locomotion plus économique et écologique. La mobilité individuelle ne doit pas être freinée car elle reste essentielle à de nombreuses personnes dans notre pays vivant en zone rurale ou travaillant dans des corps de métier où cela est nécessaire.

Les transports publics et les routes sont toujours plus saturés, en raison notamment de l'accroissement significatif de la population dû à l'immigration de masse. Faut-il des trains plus longs et des autoroutes plus larges ?

Aujourd'hui nos infrastructures ne permettent plus le bon fonctionnement de la mobilité car la pression qu'exerce l'immigration ne peut plus être soutenue. Réduire drastiquement l'immigration serait beaucoup plus efficace qu'élargir les routes ou rallonger les trains. Cependant il faudra en parallèle effectivement investir dans l'amélioration de nos routes et de nos voies ferrées et trains afin de répondre au manque structurel présent aujourd'hui dans ces domaines.

La route et le rail, deux opposés ?

Bien au contraire, ils sont complémentaires. Le rail est une magnifique alternative à la route pour certains trajets et même pour les déplacements au quotidien d'un grand nombre de nos concitoyens, notamment ceux vivant en zones urbaines. Mais force est de constater que dans les zones rurales la route est encore aujourd'hui indispensable.

La tendance va croissant pour les voitures électriques. Est-ce une bonne idée ?

Dans l'absolu cela pourrait être une bonne idée. Mais aujourd'hui nous ne

pouvons pas garantir de l'électricité en tout temps pour tout le monde et durant toute l'année, la croissance importante du parc automobile électrique pour devenir un danger si

veaux emplois, des technologies plus écologiques et encore des moyens de locomotion à coûts ou consommations réduites comparées à ce que nous connaissons aujourd'hui.



Quand le prix du carburant augmente, c'est toute la population – et en particulier la classe moyenne – qui souffre. Non seulement, les frais de déplacement augmentent pour se rendre au travail, mais en plus les frais de déplacement des produits de consommation augmentent aussi et viennent alourdir le prix de vente. (Copyright: UDC Suisse)

dans un premier temps nous n'arrivons pas à en produire suffisamment.

Comment ménager l'environnement et le climat avec les enjeux liés à la mobilité ?

Je dirais simplement en deux points : la responsabilité individuelle et les investissements dans les nouvelles technologies. Chacun peut à sa façon réduire son empreinte écologique dans les limites de ses possibilités mais le plus important, ce sont les nouvelles technologies. Elles offrent de nou-

La gauche écologiste propose notamment de taxer toujours plus les voitures afin d'en diminuer l'attractivité, selon notamment la taille des cylindres.

Ces taxes sont-elles de bonnes incitations ?

Non, les taxes ne font au final pression que sur la classe moyenne, qui n'a souvent le choix que d'utiliser sa voiture pour se déplacer, faire ses commissions ou encore aller au travail. C'est une vision punitive que nous combattons à l'UDC.



Evan Finger

Peux-tu citer 3 valeurs qui représentent la Suisse ?

Fédéralisme : Traduit l'importance donnée aux cantons, aux communes et aux citoyens, garant des disparités régionales.

Démocratie : Valeur inestimable en Suisse, favorise le dialogue, la diversité d'opinions et la recherche de consensus.

Responsabilité individuelle : Chacun assume ses actes ; elle nous pousse toujours au dépassement de soi et fait prendre conscience de notre impact sur la collectivité.

La politique de santé est prise en otage. Il faut que cela cesse

Grégoire Cario a 62 ans et vit à Colombier. Il est informaticien et comptable indépendant. Il siège également comme député au Grand Conseil.

Quand et pourquoi es-tu entré en politique ?

En 1993, car c'est l'année où j'ai obtenu ma naturalisation, en effet j'ai toujours estimé qu'il fallait être suisse pour avoir le droit d'être élu et de voter. C'est un avantage qui est le pendant aux obligations comme, par exemple, le service militaire ou civil que ne font pas les étrangers.

Et si je fais de la politique, c'est pour servir mon pays et aider ses habitants dans la mesure de mes moyens.

c'est cela que la Suisse n'a pas fait depuis le début du conflit actuel ; elle est intervenue en prenant délibérément parti pour un camp contre l'autre, en décidant de prendre part au conflit, oubliant ses valeurs originelles qui ont toujours ramené le calme dans les conflits, en invitant les belligérants à se parler autour d'une table. La Suisse a choisi de défendre ses intérêts financiers et ses relations « d'affaires » avec ses voisins afin de se faire bien voir, mais qu'a-t-elle fait de son âme... vendue au plus offrant.

pays. On nous le reproche mais c'est bien parce que cela sert les pays en conflit et nous-mêmes qu'on nous le reproche. Ceux qui nous le reprochent ne veulent que servir leurs propres intérêts.

Ignazio Cassis, en changeant la manière de voir la neutralité a pratiqué comme eux, il n'a servi que les intérêts de son parti contre la Suisse, et n'a défendu que la grandeur de sa « petite » personne contre la grandeur de la Suisse. Il n'est de loin pas un homme d'Etat.

(en intégrant yeux et dents) ne serait-il pas préférable? Au moins tout le monde pourrait se soigner. Une limitation du remboursement des médicaments au prix du générique, s'il existe, ne pourrait-elle pas pousser la Pharma à baisser ses prix ? Ceci n'est qu'une petite partie de la réflexion.

Les primes LAMal prennent l'ascenseur chaque année ; que proposes-tu pour faire face à ces augmentations ?

Devant cette impasse, la limitation des primes à la hauteur d'une partie raisonnable (10% du revenu), comme le proposent certains acteurs de la politique suisse me semble une bonne solution momentanément, en attendant la mise en place de solutions durables et efficaces qui stabiliseront les coûts de la santé, et ceci tout en protégeant les patients.

L'accès à tout le catalogue de base de la LAMal à tous les demandeurs d'asile, aux frais des contribuables, est-il justifié selon toi ? (Ne devrait-on pas envisager un modèle "light", meilleur marché ?)

A mon idée un catalogue allégé pour tout le monde, (demandeurs d'asile et résidents en Suisse) est la seule solution équitable et surtout gérable à long terme.

Si tu es élu au Conseil des Etats, quel sera ton principal engagement dans le domaine de la santé ?

Les coûts de la santé doivent être une charge régalienne de l'Etat : le coût des interventions, le prix des médicaments, le prix du matériel toujours plus perfectionné sont à présent beaucoup trop élevés, et pourraient à la longue mettre en péril la paix sociale, pour laisser cela en libre concurrence. Certes, nous pouvons laisser le privé travailler comme aujourd'hui mais l'Etat doit intervenir pour fixer les coûts maximums de facturation dans tous les domaines, le nombre de lits d'hôpital, le nombre de machines spéciales etc.

Par contre une plus grande liberté dans l'engagement du personnel et sa gestion sera nécessaire, bien entendu tout en respectant un cadre déterminé.



Le système de santé suisse est performant mais coûte cher et de moins en moins d'assurés peuvent payer les primes mensuelles demandées. Or, au lieu de rechercher des solutions adaptées à chaque budget, la politique de santé est prise en otage. (Copyright: UDC Suisse)

Qu'aimes-tu faire pendant tes temps libres ?

Bricolage et jardinage sont mes deux passions, ce qui m'a permis de faire passer ma maison achetée en 1993 (construite en 1961) de très polluante à un modèle écologique qui aujourd'hui produit plus d'électricité qu'elle n'en consomme.

J'ai effectué la plupart des travaux. Si je vous dis que déjà en 1985 j'achetais ma première lampe économique, on peut dire que je n'ai pas attendu les « Vertes » pour m'occuper d'écologie. J'ai juste attendu que les techniques sortent pour les adapter chez moi, comme font tous les cultivateurs en s'adaptant aux nouveaux moyens écologiques de production au fur et à mesure de leur sortie sur le marché. Personne ne pollue pour le plaisir.

Depuis le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, la Suisse a adopté une attitude différente, vis-à-vis de sa neutralité. Comment perçois-tu ce changement d'attitude ?

La Suisse a changé sa manière de pratiquer la neutralité soi-disant pour montrer qu'elle est prête à s'engager pour la paix et la sécurité dans le monde, et à prendre des risques pour défendre des valeurs qui lui sont chères. Mais que faisait-elle avant avec un si grand succès et un si grand taux de réussite que rien de conflictuel ne pouvait se passer dans le monde sans que celui-ci ne lui demande son aide de manière pacifique et sans prendre parti ni pour l'un ni pour l'autre camp ? Et

Résultat, la Russie ne veut pas de la Suisse pour des discussions de paix, et essaye de passer par la Turquie (on croit rêver !) L'Ukraine parle de faire la guerre jusqu'au bout. Ainsi, le résultat c'est des hommes, des femmes et des enfants qui continuent de mourir et de souffrir et aussi donc, un peu, par notre faute.

En termes de politique extérieure, si tu étais à la place du conseiller fédéral Ignazio Cassis, que ferais-tu différemment ?

Tout ! Je continuerais juste à pratiquer la neutralité comme elle était appliquée à la veille de ce conflit.

Rappelons-nous et admettons que nous sommes un petit pays et sachons rester à notre place. Quelle que soit notre puissance financière, nous ne sommes rien face à l'Amérique ou l'Europe, nous n'avons rien à attendre d'eux, ils ne veulent que nous asservir. Par contre grâce à notre neutralité armée et intégrale, sur la scène internationale nous nous sommes hissés au premier rang mondial de la promotion de la paix et de la sécurité. Sans compter que cette neutralité intégrale a contribué à la stabilité et à la prospérité de notre pays.

Cependant, il faut l'accepter, la neutralité de la Suisse a également été une source de contraintes. Par exemple, la Suisse a été limitée dans sa capacité à coopérer avec d'autres pays sur des questions de sécurité et donc ne lui a pas permis de s'engager ou de prendre parti dans des conflits entre d'autres

Pour la politique intérieure, un sujet brûlant et récurrent est celui de la santé, notamment de ses coûts élevés en Suisse. Quel est le principal défi à relever dans le domaine de la santé ?

En effet, l'augmentation permanente des primes des caisses maladies est insupportable pour la population et contribue largement à son appauvrissement. La Suisse a un des systèmes de santé les plus chers au monde, avec des dépenses de santé par habitant supérieures à celles de tous les autres pays développés. Nombreux sont ceux qui ne vont plus chez le médecin et se soignent à coups d'expédients. Est-ce normal ? bien sûr que NON.

Les propositions actuelles pour faire baisser les primes consistent la plupart du temps à faire payer différemment les patients (propositions d'augmentation des franchises ou de la quote-part, d'augmentation de la participation journalière à l'hôpital, de participation lorsqu'on va aux urgences ...) mais ne réduisent en rien les coûts de la santé.

Devant cette impasse, que les acteurs de la santé entretiennent volontairement, notamment les caisses maladies par un lobbyisme effréné, nous devons admettre que l'augmentation est en grande partie mathématique.

N'oublions pas quand même que si les primes ont doublé en vingt ans, le catalogue des prestations remboursées a suivi le même chemin; un catalogue réduit aux soins strictement de santé



Grégoire Cario

Peux-tu citer 3 valeurs qui représentent la Suisse ?

Consensus : ADN de la Suisse qui lui a permis de mettre en place un système politique à la stabilité remarquable.

Qualité et précision : La qualité et la précision du travail que fournissent ses habitants, qui sont parmi les meilleurs au monde.

Bienveillance : Celle que la Suisse a su développer, grâce à ses valeurs chrétiennes, par sa neutralité intégrale en politique ou bien par la Croix Rouge dans le domaine de l'aide humanitaire.

Si la sécurité a un coût, l'insécurité a un prix

Daniel Berger a 69 ans et vit à Cortaillod. Il a été conseiller communal et siège désormais au Grand Conseil. Militaire de carrière, ancien Brigadier, il a été le Conseiller militaire du Chef du DDPS.

Candidat
au Conseil des Etats



Daniel Berger

Peux-tu citer 3 valeurs qui représentent la Suisse ?

Neutralité : La Suisse doit rester libre, autonome et neutre !

Patrie : Nous sommes un pays de volonté, avec quatre cultures, forte de ses traditions et de ses valeurs.

Liberté : La Suisse est marquée par des siècles d'histoire qui ont forgé notre identité à travers la défense de la liberté.

années. Est-ce suffisant à ce jour pour assurer la sécurité de la Suisse ?

Le besoin de rattrapage pour combler les lacunes apparues dans l'équipement de l'armée nécessite plus de 1% du PIB dès 2030 (environ 8 milliards de francs). En raison des systèmes d'armes de haute technologie dont nous aurons besoin à l'avenir, notre armée sera de plus en plus chère à exploiter et à maintenir.

En conséquence, notre gouvernement doit mettre l'accent sur le remplacement de l'ancien équipement et l'acquisition du nouveau dans les années à venir. En d'autres termes, nous devons nous diriger vers une part de 2% du PIB.

En tant qu'ancien Brigadier, selon toi, de quoi l'armée a-t-elle besoin pour répondre efficacement aux menaces qui planent sur le pays ?

Nous sommes sur la bonne voie en ce qui concerne la conception actuelle de l'instruction, qui implique fortement nos soldats de milice. Sans ces précieux citoyens suisses, nous ne pourrions pas accomplir cette tâche gigantesque. En ce qui concerne les équipements nécessaires, nous devons relever les défis internationaux, c'est-à-dire des avions modernes, des moyens cybernétiques, des missiles balistiques, des moyens de reconnaissance sophistiqués (avec des drones par exemple), des moyens de combat terrestres efficaces, etc. Mais cela pourrait nous rendre dépendants de ces producteurs d'armes. De ce fait, il faut être vigilant dans les achats d'armes.

La neutralité armée perpétuelle est un principe constitutionnel suisse

usent de cette position comme un slogan de campagne. Depuis 1815, nous sommes neutres sur le plan armé, indépendamment de ce que pensent nos voisins. En tant que pays neutre, notre rôle est de servir de médiateur entre les parties belligérantes. En outre, nos voisins peuvent nous être reconnaissants de défendre, en tant qu'Etat neutre, les cols alpins centraux et le plus grand « château d'eau » d'Europe contre tout adversaire en cas d'un conflit de grande envergure.

Selon toi, la reprise des sanctions économiques contre la Russie est-elle une bonne chose et surtout compatible avec la neutralité ? (Si ce n'est pas le cas,) la Suisse doit-elle alors rester passive face à la guerre entre l'Ukraine et la Russie ?

La Suisse a une tradition de « bons offices » et ce, des deux côtés des parties en conflit.

Notre tradition et notre vocation d'Etat neutre se concrétisent avant tout par la Croix Rouge et les ONG suisses. C'est pourquoi nous devons



Pétri de culture militaire et stratégique, Daniel Berger – qui a consacré sa carrière à la sécurité – voyage beaucoup pour s'instruire à travers le monde, comme ici sur la Grande Muraille de Chine. (Copyright: UDC Suisse)

tions s'impose. Toutefois, cela exclut dans tous les cas la livraison directe ou indirecte d'armes et de munitions.

Nous devons cependant éviter que notre attitude et notre participation à certaines sanctions ne pénalisent pas les populations et n'encouragent pas les gouvernements concernés à mener des discussions de paix. En outre et à ce sujet, nous ne devons pas croire tout ce que les médias nous racontent. Cela relève en partie de l'opération d'information (en d'autres termes, du « mensonge organisé »).

Quel est le plus grand bienfait de la neutralité pour notre pays ?

Depuis des décennies, nous travaillons avec succès avec la Croix-Rouge et les ONG suisses dans le domaine de



En 2022 et contre toute attente, la guerre a brutalement fait son retour en Europe. De nombreux gouvernements occidentaux ont rapidement voté des crédits de défense supplémentaires pour se prémunir contre le pire. La Suisse aussi doit prendre sa défense nationale au sérieux. (Copyright: Brigade blindée 1)

depuis plus de 200 ans. Aujourd'hui, des voix s'élèvent pour la remettre en question. Que penses-tu de ça ?

... je dirais, marge de négociation zéro concernant notre neutralité armée ! J'ai l'impression que certains milieux politiques (entre autres le PLR) remettent en question cette neutralité et

conserver notre position d'une neutralité armée. En ce qui concerne la guerre entre l'Ukraine et la Russie, nous sommes confrontés à un dilemme en raison de la globalisation. Nous savons que les deux belligérants peuvent et pourraient très facilement contourner les sanctions et c'est pourquoi une certaine participation aux sanc-

la médiation de paix et aide humanitaire sur tous les continents. Nous n'avons pas été impliqués dans une guerre en Europe depuis 1815. Notre pays est connu et apprécié pour sa neutralité et son aide humanitaire. Je l'ai vécu et vu personnellement et suis vraiment convaincu de notre patrie et notre Suisse.

Quand et pourquoi es-tu entré en politique ?

En 1992 lors des élections communales de Cortaillod avec le parti « libéral », car à l'époque il n'existait pas encore l'UDC dans le canton. Depuis, je me suis toujours occupé avec succès des finances, soit au niveau du législatif soit au niveau de l'exécutif.

Qu'aimes-tu faire pendant tes temps libres ?

Depuis sept ans je suis grand-père et j'ai un immense plaisir à m'occuper de mes petits-enfants. A part cela, je suis un fan du ski alpin et pendant l'été je me prépare sur le plan sportif afin d'être en forme pour l'hiver. En plus et en tant que président du Centre d'Histoire et de Prospective Militaires (centre Général Guisan à Pully), je m'intéresse beaucoup à l'histoire militaire suisse, romaine et américaine.

La guerre en Ukraine a démontré que des guerres « sur le terrain »

sont hélas encore possibles sur le sol européen. L'armée suisse est-elle prête à faire face à une éventuelle menace ?

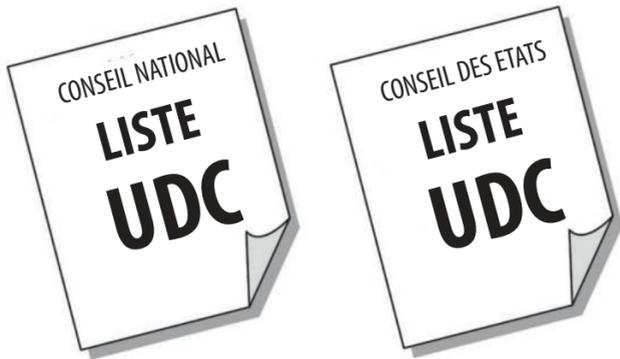
Actuellement, notre armée n'est pas assez préparée à un conflit terrestre, car on a trop fait d'économies sur le dos de cette dernière avec l'introduction d'Armée XXI. Nous parlions à l'époque d'un « dividende de la paix ». Il nous faudra encore un certain temps pour combler ce retard. De plus, notre armée a été trop longtemps entraînée à ne conserver que ses compétences en matière de défense au lieu de se concentrer sur son cœur de métier qui est le combat de défense.

Nous avons le devoir de continuer à fournir les moyens nécessaires à notre armée et à la défense nationale, afin que les habitants de la Suisse puissent vivre librement et en sécurité.

Le budget de l'armée a été constamment raboté ces 30 dernières

Comment voter correctement pour l'UDC ?

CONSEIL NATIONAL CONSEIL DES ETATS



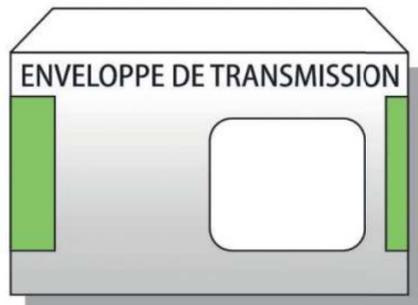
La **carte d'électeur** doit être complétée par votre date de naissance et votre signature, sous peine de nullité.

Elle doit ensuite être glissée dans l'enveloppe de transmission.

L'**enveloppe de vote** doit contenir les bulletins de vote UDC, puis doit être fermée et glissée dans l'enveloppe de transmission.



ATTENTION ! Une seule liste UDC pour le Conseil national (Liste UDC ou liste Jeunes UDC) peut être choisie (si les deux sont glissées dans l'enveloppe, le vote n'est pas valable) !



L'**enveloppe de transmission** doit être déposée dans la boîte aux lettres prévue à cet effet dans votre commune de domicile jusqu'au 22 octobre 2023 à 11h

SUIVEZ-NOUS ET RESTEZ INFORMÉS

Nos communiqués, notre agenda d'événements et toutes nos informations sont disponibles en ligne sur www.udc-ne.ch

Retrouvez-nous aussi sur les réseaux sociaux !



/UDCNE



/UDC_NEUCH



@UDC_NEUCH



@UDCNEUCH

Devenir membre

En adhérant à l'UDC, vous contribuez activement à la vie du parti et à la défense de nos valeurs. Remplissez dès à présent le formulaire d'adhésion sur Internet :

www.udc-ne.ch/sengager/devenir-membre/

Nous soutenir

Toute contribution est un renforcement de notre campagne, pour un avenir sûr et libre. Vos dons peuvent être adressés sur le compte IBAN

CH52 0900 0000 1713 0072 5

Daniel BERGER

Grégoire CARIO

Didier CALAME

Magali JUNOD

Niels ROSSELET-CHRIST

Evan FINGER



De la parole aux actes !
Vos candidats au Conseil national et au Conseil des Etats

